

**Bruxelles, le 2 février 2015  
(OR. en)**

**5798/15**

**COPEN 22  
EUROJUST 19  
EJN 8**

**NOTE**

---

Origine:	M. Julius Pagojus, vice-ministre de la justice, ministère de la justice de la République de Lituanie
en date du:	17 décembre 2014
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

Objet:	Notification de la transposition des décisions-cadres 2008/909/JAI, 2008/947/JAI et 2009/829/JAI
--------	--

---

Monsieur,

Veillez trouver en annexe le texte des dispositions de la législation de la République de Lituanie transposant les dispositions pertinentes de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009, de la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution, modifiée par la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009, et de la décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil du 23 octobre 2009 concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire (ci-après les "décisions-cadres").

Les dispositions des décisions-cadres sont mises en œuvre par la loi n° XII-1322 du 13 novembre 2014 sur la reconnaissance mutuelle et l'exécution des jugements rendus en matière pénale par les États membres de l'Union européenne ("Loi n° XII-1322"), (recueil de la législation n° 2014-17299 du 21.11.2014), établissant:

- 1) les procédures et les conditions de la reconnaissance et de l'exécution dans la République de Lituanie des jugements prononçant des peines privatives de liberté, rendus par les tribunaux des États membres de l'UE;
- 2) les procédures et les conditions de la transmission à d'autres États membres de l'Union de jugements prononçant des peines privatives de liberté, rendus par les tribunaux de la République de Lituanie;
- 3) les procédures et les conditions de la reconnaissance et de l'exécution dans la République de Lituanie des jugements prononçant des peines privatives de liberté et des décisions de probation, rendus par les tribunaux et d'autres autorités compétentes des États membres de l'UE;
- 4) les procédures et les conditions de la transmission à d'autres États membres de l'Union de jugements prononçant des peines privatives de liberté et de décisions de probation, rendus par les tribunaux de la République de Lituanie;
- 5) les procédures et les conditions de la reconnaissance et de l'exécution dans la République de Lituanie de décisions relatives à des mesures de contrôle (autres que l'arrestation), rendues par les autorités compétentes de l'UE;
- 6) les procédures et les conditions de la transmission à d'autres États membres de l'Union de certains types de mesures de contrôle ou d'autres mesures procédurales coercitives prononcées par les tribunaux lituaniens, les procureurs ou les officiers de police judiciaire dans le cadre de procédures pénales.

En vue de la bonne mise en œuvre des dispositions des décisions-cadres, les articles 5 et 109 du code d'application des peines de la République de Lituanie et les articles 1<sup>er</sup>, 121, 342 et 365<sup>5</sup> du code de procédure pénale de la République de Lituanie ont également été révisés.

Nous vous informons par la présente que la loi n° XII-1322 et les autres textes législatifs transposant la décision-cadre entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015.

Pour plus d'informations sur la transposition des décisions-cadres 2008/909/JAI, 2008/947/JAI et 2009/829/JAI, veuillez contacter Andrada Bavėjan, chef de la division de la coopération juridique du département de droit international au ministère de la justice de la République de Lituanie (tél. (370 5) 266 2940, courriel [andrada.bavejan@tm.lt](mailto:andrada.bavejan@tm.lt)) Indrė Balčiūnienė, expert en chef à la division de la coopération juridique du département de droit international au ministère de la justice de la République de Lituanie (tél. (370 5) 266 2937, courriel [indre.balciuniene@tm.lt](mailto:indre.balciuniene@tm.lt)), Darius Mickevičius, conseiller au département de la justice administrative et pénale (tél. (370 5) 266 2966, courriel [darius.mickevicius@tm.lt](mailto:darius.mickevicius@tm.lt)) ou Tauras Rutkūnas, expert en chef à la division de la justice pénale du département de la justice administrative et pénale (tél. (370 5) 219 1895, courriel [tauras.rutkunas@tm.lt](mailto:tauras.rutkunas@tm.lt)).

Nous avons également l'honneur de soumettre au Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne nos notifications et déclarations relatives à chacune des décisions-cadres.

(...)

(Formule de politesse)

(s.) Julius Pagojus

---

Informations fournies par LT relatives à la

**Décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne**

**Déclaration de la République de Lituanie relative à l'article 7:**

Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements en matière pénale prononçant des peines ou des mesures privatives de liberté aux fins de leur exécution dans l'Union européenne, la République de Lituanie déclare que ses autorités compétentes n'appliqueront pas l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre.

**Notifications de la République de Lituanie:**

1) Nous tenons à vous faire savoir que, lorsque la République de Lituanie est l'État *d'exécution*, les **tribunaux de district** sont les autorités compétentes pour reconnaître les jugements prononçant des peines privatives de liberté transmis par les autorités compétentes des autres États membres de l'UE, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre.

Le ministère de la justice de la République de Lituanie est l'autorité compétente pour recevoir les jugements prononçant des peines privatives de liberté, transmis par les autorités compétentes des autres États membres de l'UE. Le ministère de la justice transmet ces décisions aux tribunaux de district compétents concernés.

Les coordonnées du ministère de la justice sont disponibles sur le site web suivant:

<http://www.tm.lt/tm/kontaktai/>. Lorsque la République de Lituanie est l'État *d'exécution*, toute nouvelle correspondance entre ses tribunaux et les autorités compétentes d'un autre État membre de l'Union européenne est directe.

Il convient de noter qu'un jugement prononçant une peine privative de liberté, rendu dans un autre État membre de l'Union européenne et transmis pour exécution à la République de Lituanie, est reconnu, en Lituanie, par le tribunal de district du lieu de résidence de la personne condamnée. Si une personne condamnée purge une peine dans un établissement pénitentiaire lituanien, la décision est reconnue par le tribunal de district du lieu où la peine est exécutée. Si les données disponibles ne permettent pas d'identifier le tribunal compétent en l'espèce, la décision est reconnue par le tribunal de district de Vilnius.

Lorsque la République de Lituanie est l'État *d'émission*, ce sont les **tribunaux de district** qui sont compétents pour transmettre les jugements prononçant des peines privatives de liberté à un autre État membre de l'UE.

La décision relative à la transmission d'un jugement prononçant une peine privative de liberté à un autre État membre de l'UE est prise par le tribunal de la République de Lituanie suivant: 1) par le tribunal de district du lieu où la peine est exécutée ou le tribunal de district du lieu où des mesures médicales ou éducatives coercitives sont prononcées, lorsque la personne condamnée se trouve sur le territoire de la République de Lituanie et 2) par le tribunal correctionnel qui est le juge du fond lorsque la personne condamnée ne se trouve pas sur le territoire de la République de Lituanie.

2) Conformément à l'article 4, paragraphe 1, point c) et à l'article 4, paragraphes 3 et 4, de la décision-cadre, le ministère de la justice nomme l'autorité compétente pour mener les consultations avec l'autorité compétente de l'autre État membre de l'UE.

3) Conformément à l'article 7, paragraphe 4, de la décision-cadre, la République de Lituanie déclare que ses autorités compétentes n'appliqueront pas l'article 7, paragraphe 1, de la décision-cadre (voir annexe 1).

4) Conformément à l'article 21 de la décision-cadre, les tribunaux de district et les autorités d'application des peines informent directement les autorités compétentes des autres États membres de l'UE des décisions prises. Lorsque la République de Lituanie est l'État *d'émission*, toute nouvelle correspondance entre le tribunal de la République de Lituanie et les autorités compétentes d'un État membre de l'Union européenne est également directe, sauf pour les consultations relatives à la décision de transmettre un jugement prononçant une peine privative de liberté à un autre État membre de l'UE, qui relèvent du ministère de la justice.

- 5) Conformément à l'article 23, paragraphe 1, de la décision-cadre, nous vous informons que la République de Lituanie ne reconnaîtra les décisions prononçant une peine privative de liberté rendues par un autre État membre de l'UE que lorsque le certificat a été traduit en lituanien.
- 6) Conformément à l'article 23, paragraphe 3, de la décision-cadre, nous vous informons que, lorsque la République de Lituanie est un État *d'exécution*, elle demandera, dès réception du jugement et du certificat, que le jugement ou ses parties essentielles soient accompagnés d'une traduction en lituanien, lorsqu'elle juge le contenu du certificat insuffisant pour statuer sur l'exécution de la condamnation.
- 7) Conformément à l'article 28, paragraphe 2, de la décision-cadre, la République de Lituanie reconnaîtra et fera exécuter les décisions prononçant une peine privative de liberté rendues à partir du 5 décembre 2011. Lorsqu'une décision prononçant une peine privative de liberté a été rendue avant le 5 décembre 2011, la République de Lituanie continuera d'appliquer l'article 325 de son code de procédure pénale et les dispositions pertinentes des accords internationaux (voir la déclaration de la Lituanie figurant dans le document du Conseil 15413/1/08 REV 1 du 18 novembre 2008).

Vous trouverez les coordonnées des tribunaux lituaniens et des informations relatives à leurs domaines de compétence sur le site web de l'Administration nationale des tribunaux:

<http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismai-teismu-kontaktai/> and  
<http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismu-veiklos-teritorijos/>.

Informations fournies par LT relatives à la

**Décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution**

**Déclaration de la République de Lituanie relative à l'article 10:**

Conformément à l'article 10, paragraphe 4, de la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution, la République de Lituanie déclare que ses autorités compétentes n'appliqueront pas l'article 10, paragraphe 1, de la décision-cadre pour ce qui concerne l'ensemble des infractions visées dans ce paragraphe.

**Notifications de la République de Lituanie:**

1) Nous notifions par la présente que, lorsque la République de Lituanie est l'État *d'exécution*, les **tribunaux de district** sont les autorités compétentes pour reconnaître les décisions impliquant une privation de liberté ou les décisions de probation transmises par les autorités compétentes d'autres États membres de l'UE, conformément à l'article 3, paragraphe 1, de la décision-cadre. Les tribunaux de district sont compétents pour recevoir directement les jugements prononçant des peines privatives de liberté ou les décisions de probation transmises par d'autres États membres de l'UE.

Lorsque la République de Lituanie est l'État *d'exécution*, les **services de probation** sont les autorités compétentes pour reconnaître les jugements prononçant des peines privatives de liberté ou les décisions de probation transmises par les autorités compétentes d'autres États membres de l'UE.

Un jugement prononçant une peine privative de liberté ou une décision de probation rendu dans un État membre de l'UE est reconnu dans la République de Lituanie par le tribunal de district du lieu de résidence de la personne condamnée ou, si la personne condamnée n'a pas de résidence sur le territoire de la République de Lituanie, la décision est reconnue par le tribunal de district de Vilnius.

Lorsque la République de Lituanie est l'État *d'émission*, les **tribunaux de district** sont les autorités compétentes pour transmettre les jugements prononçant des peines privatives de liberté ou les décisions de probation aux autres États membres de l'UE.

Il convient de noter que c'est le tribunal de district du lieu où le service de probation est situé qui se penche et se prononce sur la question de la transmission à un autre État membre de l'UE d'une décision prononçant une peine privative de liberté ou d'une décision de probation.

2) Conformément à l'article 4, paragraphe 2, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que la République de Lituanie reconnaîtra et exécutera uniquement les mesures de probation et les peines de substitution visées à l'article 4, paragraphe 1.

3) Conformément à l'article 5, paragraphes 3 et 4, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que, dans les cas visés à l'article 5, paragraphe 2, de la décision-cadre, c'est-à-dire lorsqu'une peine de substitution ou une mesure de probation a été prononcée à l'encontre d'une personne qui ne réside pas sur le territoire de la République de Lituanie, la juridiction lituanienne acceptera, en règle générale, de prendre en charge l'exécution de la mesure si la personne condamnée étudie, travaille ou s'est vu accorder un contrat de travail dans la République de Lituanie ou si un membre de la famille de la personne condamnée a sa résidence sur le territoire de la République de Lituanie ou s'il existe d'autres raisons impérieuses de prendre en charge l'exécution de la peine de substitution ou de la mesure de probation.

4) Conformément à l'article 10, paragraphe 4, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que la République de Lituanie n'appliquera pas l'article 10, paragraphe 1, de la décision-cadre pour ce qui concerne l'ensemble des infractions visées dans ce paragraphe (voir annexe 2).

5) Conformément à l'article 21 de la décision-cadre, nous notifions par la présente que la République de Lituanie ne reconnaîtra les jugements prononçant une peine privative de liberté ou les décisions de probation rendus par l'autorité compétente d'un autre État membre de l'Union que lorsque le certificat a été traduit en lituanien.



Vous trouverez les coordonnées des tribunaux lituaniens et des informations relatives à leurs domaines de compétence sur le site web de l'Administration nationale des tribunaux:

<http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismai-teismu-kontaktai/> et <http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismu-veiklos-teritorijos/>. La compétence des services régionaux de probation est régie par la loi n°1R-134 du ministre de la justice du 9 mai 2014 adoptant les dispositions réglementaires des services régionaux de probation de Kaunas, Klaipėda, Panevėžys, Šiauliai et Vilnius ([http://www3.lrs.lt/pls/inter3/dokpaieska.showdoc\\_l?p\\_id=424351&p\\_tr2=2](http://www3.lrs.lt/pls/inter3/dokpaieska.showdoc_l?p_id=424351&p_tr2=2)).

---

Informations fournies par LT relatives à la

**Décision-cadre 2009/829/JAI du Conseil concernant l'application, entre les États membres de l'Union européenne, du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions relatives à des mesures de contrôle en tant qu'alternative à la détention provisoire**

**Notifications de la République de Lituanie:**

1) Nous notifions par la présente que, lorsque la République de Lituanie est l'État d'*exécution*, le **procureur** est l'autorité compétente conformément à l'article 6 de la décision-cadre.

Il convient de noter qu'une décision transmise à la République de Lituanie concernant une mesure de contrôle prononcée à l'encontre d'une personne qui a sa résidence habituelle dans la République de Lituanie et qui consent à y retourner est reconnue par un procureur du parquet de district du lieu de résidence de la personne à l'encontre de laquelle la décision a été rendue.

En outre, une décision relative à une mesure de contrôle prononcée à l'encontre d'une personne qui n'a pas sa résidence habituelle dans la République de Lituanie peut également y être reconnue et exécutée à la demande de cette personne, si le procureur accepte de prendre en charge l'exécution de ladite décision. Dans ce cas, la décision de reconnaître la mesure de contrôle est rendue par un procureur du Bureau du Procureur général de la République de Lituanie.

Lorsque la République de Lituanie est l'État d'*exécution*, le **procureur** et le **tribunal** sont les autorités compétentes conformément à l'article 6 de la décision-cadre.

Il convient de noter qu'au stade précédant la phase de jugement, la décision de transmettre une mesure de contrôle à un autre État membre de l'Union est prise par un procureur, alors que pendant la phase de jugement, cette décision est prise par le tribunal du fond.

2) Conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que, outre les mesures de contrôle énoncées à l'article 8, paragraphe 1, de la décision-cadre, la République de Lituanie reconnaîtra et exécutera également les décisions relatives à des mesures de contrôle rendues dans le cadre de procédures pénales dans d'autres États membres de l'Union européenne et prononçant, en guise d'alternative à la détention du suspect, de l'accusé ou de la personne condamnée, une ou plusieurs des obligations et interdictions suivantes:

- a) une interdiction d'exercer certaines activités liées à l'infraction présumée;
- b) une interdiction de conduire;
- c) une obligation de déposer une certaine somme d'argent ou de fournir un autre type de garantie, soit en un nombre déterminé de versements, soit en une seule fois.

3) Conformément à l'article 9, paragraphes 3 et 4, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que, dans les cas visés à l'article 9, paragraphe 2, de la décision-cadre, c'est-à-dire lorsqu'une mesure de contrôle est prononcée à l'encontre d'une personne qui n'a pas sa résidence habituelle sur le territoire de la République de Lituanie, le Bureau du Procureur général de la République de Lituanie acceptera, en règle générale, de prendre en charge la décision relative à l'exécution des mesures de contrôle si le suspect, l'accusé ou la personne condamnée étudie, travaille ou s'est vu accorder un contrat de travail dans la République de Lituanie ou si un membre de sa famille a sa résidence sur le territoire de la République de Lituanie ou s'il existe d'autres raisons impérieuses de prendre en charge l'exécution de la mesure de contrôle.

4) Conformément à l'article 21, paragraphe 3, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que la République de Lituanie appliquera l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres lorsqu'elle décidera de la remise de la personne concernée à l'État d'émission.

5) Conformément à l'article 24, de la décision-cadre, nous notifions par la présente que la République de Lituanie ne reconnaîtra une décision relative à une mesure de contrôle rendue par un autre État membre de l'UE que dans la mesure où le certificat est traduit en lituanien.

Nous rappelons que, lors de l'adoption de la décision-cadre, la République de Lituanie a soumis au Secrétariat général du Conseil une déclaration indiquant que, pour des raisons constitutionnelles, elle n'appliquera pas l'article 14, paragraphe 1, de la décision-cadre pour ce qui concerne toutes les infractions citées dans ce paragraphe.

Vous trouverez les coordonnées du ministère public et des procureurs de Lituanie sur le site web du ministère public: <http://www.prokuraturos.lt/>. Vous trouverez les coordonnées des tribunaux lituaniens et des informations relatives à leurs domaines de compétence sur le site web de l'Administration nationale des tribunaux: <http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismai-teismu-kontaktai/> et <http://www.teismai.lt/lt/teismai/teismu-veiklos-teritorijos/>.

---